

Direction du Contentieux de l'impôt des successions

Directeur 1

Département du Recouvrement

Inspecteur général expert 1

Direction du Recouvrement externe

Directeur 1

Direction des Facilités de paiement

Directeur 1

Direction de la Gestion des comptes courants fiscaux

Directeur 1

Direction de la Comptabilité des recettes fiscales

Directeur 1

Services extérieurs

Premier attaché - Eupen 1. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mai 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX ».

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202746]

2 AVRIL 2015. — Accord de coopération modifiant l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

Vu la Directive 2013/2/UE de la Commission du 7 février 2013 modifiant l'annexe I de la Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballages;

Vu l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages;

Considérant que lors de la rédaction de l'accord de coopération du 4 novembre 2008, les Régions avaient volontairement choisi de ne pas inclure l'Annexe I de la Directive 94/62/CE, introduite par la Directive 2004/12/CE, dans l'accord de coopération, puisque la Directive modifiée 94/62/CE prévoyait également que la Commission européenne étudie cette annexe en vue d'une éventuelle modification, après discussion au sein du Comité visé à l'article 21 de la Directive; que la Directive 94/62/CE prévoyait donc une procédure simple permettant d'adapter l'Annexe I, si bien qu'une adaptation régulière et rapide s'avérait prévisible;

Considérant qu'il a fallu beaucoup de temps à la Commission européenne pour arriver à une proposition définitive de modification de l'Annexe I et qu'elle a opté, pour des raisons qui lui sont propres, pour une Directive modifiée comme instrument d'adaptation, au lieu de la procédure prévue par la Directive; qu'on ne peut plus s'attendre à présent à une adaptation régulière de l'Annexe I;

Considérant que la Directive 2013/2/UE comporte une obligation formelle de la transposer;

Considérant que pour certains déchets d'emballages, le recyclage est techniquement possible mais néanmoins interdit par décision des autorités compétentes; que ce frein au recyclage est susceptible de porter atteinte aux droits des responsables d'emballages et qu'il convient d'y remédier;

Considérant que le choix se porte sur la création d'une dérogation pour les pourcentages de recyclage à atteindre; que cela touche à l'essence même de l'obligation de reprise et qu'il faut donc agir avec une prudence toute particulière; que le mieux est que la Commission interrégionale de l'emballage matérialise cette dérogation, sous forme d'une décision d'agrément ou d'une décision sur la manière dont un responsable d'emballage doit remplir lui-même l'obligation de reprise;

Considérant que l'accord de coopération du 4 novembre 2008 ne peut être modifié que par le biais d'un autre accord de coopération, ayant respectivement force de décret et d'ordonnance,

Article 1^{er}. A l'article 2, 1^o, 3^e alinéa, de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, la disposition suivante : « *La définition d'« emballage » se base en outre sur les critères ci-dessous :* » est remplacée par celle-ci : « *La définition d'« emballage » se base en outre sur les critères ci-dessous. Les articles repris en annexe I sont des exemples illustratifs d'application de ces critères :* ».

Art. 2. § 1^{er}. Le titre « ANNEXE I » et le sous-titre « EXEMPLES ILLUSTRATIFS DES CRITÈRES VISÉS À L'ARTICLE 2, 1^o » sont ajoutés au même accord.

§ 2. Dans le titre « ANNEXE I » et le sous-titre « EXEMPLES ILLUSTRATIFS DES CRITÈRES VISÉS À L'ARTICLE 2, 1^o » du même accord, les alinéas suivants sont insérés :

« Exemples pour le critère i)

Constituent un emballage :

- les boîtes pour friandises;
- les films recouvrant les boîtiers de disques compacts;
- les sachets d'envoi de catalogues et magazines (renfermant un magazine);
- les caissettes à pâtisserie vendues avec une pâtisserie;

- les rouleaux, tubes et cylindres sur lesquels est enroulé un matériau souple (par exemple, film plastique, aluminium, papier), à l'exception des rouleaux, tubes et cylindres destinés à faire partie d'équipements de production et qui ne sont pas utilisés pour présenter un produit en tant qu'unité de vente;
- les pots à fleurs uniquement destinés à la vente et au transport de plantes et non destinés à accompagner la plante tout au long de sa vie;
- les flacons en verre pour les solutions à injecter;
- les carrousels pour disques compacts (vendus avec des disques compacts, mais non destinés au rangement);
- les cintres à vêtements (vendus avec un vêtement);
- les boîtes d'allumettes;
- les systèmes d'isolement stérile (poches, plateaux et matériel nécessaires pour préserver la stérilité d'un produit);
- les capsules pour machines à boisson (par exemple, café, chocolat, lait) qui se retrouvent vides après usage;
- les bouteilles en acier rechargeables destinées à contenir divers types de gaz, à l'exception des extincteurs à incendie.

Ne constituent pas un emballage :

- les pots à fleurs destinés à accompagner la plante pendant toute sa vie;
- les boîtes à outils;
- les sachets de thé;
- les enveloppes de cire autour des fromages;
- les peaux de saucisse;
- les cintres à vêtement (vendus séparément);
- les capsules de café, sachets de café en pellicule d'aluminium et dosettes de café en papier-filtre des machines à boisson, qui sont jetés en même temps que le café qui a été utilisé
- les cartouches d'imprimantes;
- les boîtiers de disques compacts, de DVD et de cassettes vidéo (vendus avec un disque compact, un DVD ou une cassette vidéo à l'intérieur);
- les carrousels pour disques compacts (vendus vides, pour servir de rangement);
- les sachets solubles de détergents;
- les lanternes tombales (conteneurs pour bougies);
- les moulins mécaniques (intégrés dans un récipient rechargeable, par exemple, moulin à poivre rechargeable).

Exemples pour le critère ii)

Constituent un emballage, s'ils ont été conçus pour être remplis au point de vente :

- les sacs en papier ou en plastique;
- les assiettes et tasses à usage unique;
- les pellicules rétractables;
- les sachets à sandwiches;
- les feuilles d'aluminium;
- les films en plastique utilisés pour protéger les vêtements nettoyés dans les blanchisseries.

Ne constituent pas un emballage :

- les agitateurs;
- les couverts jetables;
- le papier d'emballage (vendu séparément);
- les moules à pâtisserie en papier (vendus vides);
- les caissettes à pâtisserie vendues sans pâtisserie.

Exemples pour le critère iii)

Constituent un emballage :

- les étiquettes accrochées directement ou fixées à un produit;

Constituent des parties d'emballage :

- les brosses à mascara qui font partie intégrante du couvercle des récipients;
- les étiquettes adhésives fixées à un autre article d'emballage;
- les agrafes;
- les manchons en plastique;
- les dispositifs de dosage qui font partie intégrante du système de fermeture des conteneurs de détergents;
- les moulins mécaniques (intégrés dans un récipient non rechargeable, remplis d'un produit; par exemple, moulin à poivre rempli de poivre).

Ne constituent pas un emballage

- les étiquettes d'identification par radiofréquence (RFID) ».

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'article 3 du même accord, un paragraphe 4 rédigé comme suit est inséré :

« § 4. La Commission interrégionale de l'emballage peut décider, par le biais d'une décision au sens de l'article 7, § 2 ou de l'article 10, § 3, d'accorder, exceptionnellement et temporairement, une dérogation aux obligations incombant à un ou à plusieurs responsables d'emballages, conformément à l'article 6, alinéas 2 et 3, et à l'organisme agréé, conformément à l'article 12, 2^o, si l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- 1^o la dérogation est accordée pour les emballages plastiques de pesticides à usage agronomique professionnel;
- 2^o les déchets d'emballages sujet à la dérogation font l'objet d'une collecte sélective spécifique et d'un traitement approprié, entièrement financés par le(s) responsable(s) d'emballages;
- 3^o les déchets d'emballages sujet à la dérogation sont recyclables d'un point de vue technique;
- 4^o les déchets d'emballages sujet à la dérogation ne peuvent pas être recyclés par décision des autorités fédérales ou régionales;
- 5^o la dérogation est justifiée pour des raisons de protection de l'environnement et de la santé.

La décision de la Commission interrégionale de l'emballage au sens de l'article 7, § 2 échoit de plein droit un an après qu'une des conditions décrites au premier alinéa n'est pas respectée. La Commission interrégionale de l'emballage révoque sa décision au sens de l'article 10, § 3, en appliquant l'article 26, § 1^{er}, 4^o, au plus tard un an après qu'une des conditions décrites au premier alinéa n'est pas respectée. ».

§ 2. Dans l'article 26 du même accord, un paragraphe 6 rédigé comme suit est inséré :

« § 6. L'organe de décision de la Commission interrégionale de l'emballage accorde la dérogation visée à l'article 3, § 4. ».

Art. 4. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

Bruxelles, 2 avril 2015.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
Mme J. SCHAUVLIEGE

Le Ministre-Président de Wallonie,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

La Ministre bruxelloise du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,
Mme C. FREMAULT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202746]

2. APRIL 2015 — Zusammenarbeitsabkommen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen

Aufgrund der Richtlinie 2013/2/EU der Kommission vom 7. Februar 2013 zur Änderung von Anhang I der Richtlinie 94/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Verpackungen und Verpackungsabfälle;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen;

In der Erwägung, dass die Regionen sich anlässlich der Ausarbeitung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 bewusst dafür entschieden hatten, den durch die Richtlinie 2004/12/EG eingeführten Anhang I der Richtlinie 94/62/EG nicht in das Zusammenarbeitsabkommen aufzunehmen, insofern aus der geänderten Richtlinie 94/62/EG hervorging, dass die Europäische Kommission diesen Anhang gegebenenfalls im Anschluss an Beratungen innerhalb des in Artikel 21 der Richtlinie angeführten Ausschusses abändern würde; dass in der Richtlinie 94/62/EG folglich ein einfaches Verfahren zur Änderung des Anhangs I vorgesehen wurde, so dass eine regelmäßige und rasche Anpassung zu erwarten war;

In der Erwägung, dass es lange gedauert hat, bis die Europäische Kommission einen endgültigen Vorschlag zur Änderung der Anlage I unterbreitet hat, und dass sie aus ihr eigenen Gründen, beschlossen hat, eine geänderte Richtlinie als Anpassungsinstrument anzuwenden und nicht das in der Richtlinie vorgesehene Verfahren; dass eine regelmäßige Anpassung des Anhangs I folglich nicht mehr zu erwarten ist;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2013/EU die formelle Verpflichtung ihrer Umsetzung beinhaltet;

In der Erwägung, dass die Verwertung mancher Verpackungsabfälle zwar technisch durchführbar ist, diese jedoch durch einen Beschluss der zuständigen Behörden untersagt wird; dass diese Einschränkung der Verwertung dazu führen kann, dass die Rechte der für die Verpackungen verantwortlichen Personen beeinträchtigt werden und dass dies zu vermeiden ist;

In der Erwägung, dass die Wahl auf die Einführung einer Abweichung für die zu erreichenden Verwertungsquoten gefallen ist; dass dadurch die eigentliche Grundlage der Rücknahmepflicht betroffen ist und dass daher mit einer ganz besonderen Vorsicht vorzugehen ist; dass im Idealfall die interregionale Verpackungskommission diese Abweichung umsetzt, sei es durch einen Zulassungsbeschluss oder durch einen Beschluss über die Art und Weise, auf die die für die Verpackungen verantwortliche Person selbst die Rücknahmepflicht gewährleistet;

In der Erwägung, dass das Zusammenarbeitsabkommen vom 4. November 2008 nur im Rahmen eines anderen Zusammenarbeitsabkommens abgeändert werden kann, das jeweils einem Dekret oder einer Anordnung gleichgestellt werden kann.

Artikel 1 - In Artikel 2, 1°, Absatz 3 des Zusammenabkommens vom 4. November 2008 wird der Wortlaut "Der Begriff "Verpackungen" wird des Weiteren von den folgenden Kriterien bestimmt: " durch den Wortlaut "Der Begriff "Verpackungen" wird des Weiteren von den folgenden Kriterien bestimmt. Die in Anhang I angeführten Artikel sind Anschauungsbeispiele für die Anwendung dieser Kriterien: " ersetzt.

Art. 2 - § 1. Der Titel "ANHANG I" und der Untertitel "ANSCHAUUNGSBEISPIELE DER IN ARTIKEL 2, 1° ANGEFÜHRTEN KRITERIEN" werden demselben Abkommen beigelegt.

§ 2. In Titel "ANHANG I" und Untertitel "ANSCHAUUNGSBEISPIELE DER IN ARTIKEL § 2, 2 ANGEFÜHRTEN KRITERIEN" werden die folgenden Absätze eingefügt:

"Beispiele für Kriterium i)

Gegenstände, die als Verpackung gelten:

- Schachteln für Süßigkeiten;
- Klarsichtfolie um CD-Hüllen;
- Versandhüllen für Kataloge und Magazine (mit Inhalt);
- Backförmchen für kleineres Backwerk, die mit dem Backwerk verkauft werden;
- Rollen, Röhren und Zylinder, um die flexibles Material aufgespult ist (z. B. Kunststoffolie, Aluminium, Papier), ausgenommen Rollen, Röhren und Zylinder, die Teile einer Produktionsanlage sind und nicht zur Aufmachung eines Produkts als Verkaufseinheit verwendet werden;
- Blumentöpfe, die nur für den Verkauf und den Transport von Pflanzen bestimmt sind und in denen die Pflanze nicht während ihrer Lebenszeit verbleiben soll;
- Glasflaschen für Injektionslösungen;
- CD-Spindeln (die mit CDs verkauft werden und nicht zur Lagerung verwendet werden sollen);
- Kleiderbügel (die mit einem Kleidungsstück verkauft werden);
- Streichholzschachteln;
- Sterilbarrieresysteme (Beutel, Trays und Materialien, die zur Erhaltung der Sterilität des Produkts erforderlich sind);
- Getränkesystemkapseln (z. B. Kaffee, Kakao, Milch), die nach Gebrauch leer sind;
- Wiederbefüllbare Stahlflaschen für verschiedene Arten von Gasen, ausgenommen Feuerlöscher.

Gegenstände, die nicht als Verpackung gelten:

- Blumentöpfe, in denen die Pflanze während ihrer Lebenszeit verbleibt;
- Werkzeugkästen;
- Teebeutel;
- Wachsschichten um Käse;
- Wursthäute;
- Kleiderbügel (die getrennt verkauft werden);
- Getränkesystemkapseln, Kaffee-Folienbeutel und Kaffepads aus Filterpapier, die zusammen mit dem verwendeten Kaffeeprodukt entsorgt werden;
- Tonerkartuschen;
- CD-, DVD- und Videohüllen (die zusammen mit einer CD, DVD oder einem Video verkauft werden);
- CD-Spindeln (die leer verkauft werden und zur Lagerung verwendet werden sollen);
- Beutel aus wasserlöslicher Folie für Geschirrspülmittel;
- Grablichter (Behälter für Kerzen);
- Mechanisches Mahlwerk (integriert in einem wiederbefüllbaren Behältnis, z. B. wiederbefüllbare Pfeffermühle);

Beispiele für Kriterium ii)

Gegenstände, die als Verpackung gelten, wenn sie dafür konzipiert und bestimmt sind, in der Verkaufsstelle gefüllt zu werden:

- Tragetaschen aus Papier oder Kunststoff;
- Einwegteller und -tassen;
- Frischhaltefolie;
- Frühstücksbügel;
- Aluminiumfolie;
- Kunststoffolie für gereinigte Kleidung in Wäschereien.

Gegenstände, die nicht als Verpackung gelten:

- Rührstäbe;
- Einwegbestecke;
- Einpack- und Geschenkpapier (das getrennt verkauft wird);
- Papierbackformen für größeres Backwerk (die leer verkauft werden);
- Backförmchen für kleineres Backwerk, die ohne Backwerk verkauft werden.

Beispiele für Kriterium iii)

Gegenstände, die als Verpackung gelten:

- Etiketten, die unmittelbar am Produkt hängen oder befestigt sind;

Gegenstände, die als Teil der Verpackung gelten;

- Wimperntuschebürste als Bestandteil des Packungsverschlusses;
- Aufkleber, die an einem anderen Verpackungsobjekt befestigt sind;
- Heftklammern;
- Kunststoffumhüllung;
- Dosierhilfe als Bestandteil des Verpackungsverschlusses von Waschmitteln;
- Mechanisches Mahlwerk (integriert in einem nicht wiederbefüllbaren Behälter, z. B. mit Pfeffer gefüllte Pfeffermühle).

Gegenstände, die nicht als Verpackung gelten:

- RFID-Tags für die Funkfrequenzkennzeichnung“.

Art. 3 - § 1. In den Artikel 3 desselben Abkommens wird ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 4. Die Interregionalen Verpackungskommission kann im Rahmen eines Beschlusses im Sinne von Artikel 7, § 2 oder Artikel 10, § 3 beschließen, ausnahmsweise und vorübergehend eine Abweichung von den Pflichten, die einem oder mehreren Verpackungsverantwortlichen gemäß Artikel 6, Absätze 2 und 3 und der zugelassenen Einrichtung gemäß Artikel 12, 2° obliegen, zu gewähren, falls alle nachfolgenden Bedingungen erfüllt sind:

- 1° die Abweichung wird für Plastikverpackungen der gewerblich in der Agrarwirtschaft genutzten Pestizide gewährt;
- 2° die Verpackungsabfälle, für die eine Abweichung gewährt werden kann, sind Gegenstand einer spezifischen getrennten Sammlung und einer angemessenen Behandlung, die jeweils vollständig durch den bzw. die Verpackungsverantwortlichen finanziert werden;
- 3° die Verpackungsabfälle, für die eine Abweichung gewährt werden kann, sind vom technischen Standpunkt her wiederverwertbar;
- 4° die Verpackungsabfälle, für die eine Abweichung gewährt werden kann, können nicht durch Beschluss der föderalen oder regionalen Behörden wiederverwertet werden;
- 5° die Abweichung ist aus Gründen des Umwelt- oder Gesundheitsschutzes gerechtfertigt.

Der Beschluss der Interregionalen Verpackungskommission im Sinne von Artikel 7, § 2 verfällt von Rechts wegen ein Jahr nachdem eine der in Absatz 1 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt ist. Die Interregionale Verpackungskommission widerruft ihren Beschluss im Sinne von Artikel 10, § 3 spätestens ein Jahr nachdem eine der in Absatz 1 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt ist im Rahmen der Anwendung von Artikel 26, § 1, 4°.“

§ 2. In den Artikel 26 desselben Abkommens wird ein Paragraph 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 6 - Das Entscheidungsorgan der interregionalen Verpackungskommission gewährt die in Artikel 3, § 4 erwähnte Abweichung.“.

Art. 4 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. Juli 2015 in Kraft.

Brüssel, 2. April 2015

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung
G. BOURGEOIS

Die flämische Ministerin für Umwelt, Natur und Kultur
Frau J. SCHAUVLIEGE

Der Minister-Präsident der Wallonie
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt
R. VERVOORT

Ministerin der Region Brüssel-Hauptstadt für Wohnungswesen, Lebensqualität, Umwelt und Energie
Frau C. FREMAULT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202746]

2 APRIL 2015. — Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakingsafval

Gelet op de Richtlijn 2013/2/EG van de Commissie van 7 februari 2013 tot wijziging van bijlage I bij Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende verpakking en verpakingsafval;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakingsafval;

Overwegende dat bij het opstellen van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 de Gewesten er bewust voor gekozen hadden om de Bijlage I van de Richtlijn 94/62/EG, zoals ingevoegd door de Richtlijn 2004/12/EG, niet in het Samenwerkingsakkoord op te nemen, omdat de gewijzigde Richtlijn 94/62/EG ook voorzag dat de Europese Commissie deze bijlage zou bestuderen met het oog op een eventuele wijziging, na bespreking in het Comité voorzien in artikel 21 van de Richtlijn; dat de Richtlijn 94/62/EG dus een eenvoudige procedure voorzag om de Bijlage I aan te passen, zodat een snelle en regelmatige aanpassing in de lijn der verwachtingen lag;

Overwegende dat de Europese Commissie zeer veel tijd heeft nodig gehad om tot een definitief voorstel tot wijziging van de Bijlage I te komen en dat zij, om redenen die haar eigen zijn, gekozen heeft voor het instrument van een wijzigende Richtlijn in plaats van de in de Richtlijn voorziene procedure; dat een regelmatige aanpassing van de Bijlage I nu niet meer kan verwacht worden;

Overwegende dat de Richtlijn 2013/2/EG een formele omzettingplicht inhoudt;

Overwegende dat voor bepaalde verpakkingsafvalstoffen de recyclage technisch gezien mogelijk is, maar dat deze verboden wordt door een beslissing van de bevoegde overheden; dat deze belemmering van de recyclage een inbreuk kan uitmaken op de rechten van de verpakkingsverantwoordelijken en dat het past om deze inbreuk ongedaan te maken;

Overwegende dat ervoor gekozen wordt om een afwijking te voorzien op de te behalen recyclagepercentages; dat dit net de kern is van de terugnameplicht en dat dus bijzonder voorzichtig moet worden opgetreden; dat de afwijking best kan worden uitgewerkt door de Interregionale Verpakkingscommissie door middel van een erkenningsbesluit of van een beslissing omtrent de wijze waarop een verpakkingsverantwoordelijke zelf aan de terugnameplicht voldoet;

Overwegende dat een wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 slechts door middel van een ander Samenwerkingsakkoord met kracht van decreet, respectievelijk ordonnantie kan gebeuren,

Artikel 1. In artikel 2, 1^o, 3^{de} lid van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt de bepaling "De definitie van 'verpakking' is verder gebaseerd op de onderstaande criteria : " vervangen door de volgende bepaling : "De definitie van 'verpakking' is verder gebaseerd op de onderstaande criteria. De artikelen in bijlage I zijn voorbeelden ter illustratie van de toepassing van deze criteria : ".

Art. 2. § 1. Aan voornoemd Samenwerkingsakkoord wordt een titel "BIJLAGE I" en een subtitel "VOORBEELDEN TER ILLUSTRATIE VAN DE CRITERIA MET BETREKKING TOT ARTIKEL 2, 1^o" toegevoegd.

§ 2. In de titel "BIJLAGE I" en de subtitel "VOORBEELDEN TER ILLUSTRATIE VAN DE CRITERIA MET BETREKKING TOT ARTIKEL 2, 1^o" worden de volgende leden toegevoegd :

"Voorbeelden ter illustratie van criterium i)

Verpakking :

- Bonbondozen;
- Plasticfolie om een cd-doosje;
- Verzendzakjes voor catalogi en tijdschriften (met een catalogus of tijdschrift erin).

Papieren bakvormpjes voor muffins of andere kleine cakes, verkocht met een muffin of een andere kleine cake;

- Rollen, kokers en cilinders waarrond flexibel materiaal is gewikkeld (bijv. kunststoffolie, aluminium, papier), met uitzondering van rollen, kokers en cilinders die zijn bedoeld als onderdelen van productieapparaten en niet worden gebruikt om een product als verkoopbaarheid te presenteren;
- Bloempotten die alleen worden gebruikt voor de verkoop en het vervoer van planten en niet bedoeld zijn voor de hele levensduur van de plant;
- Glazen flessen voor injectievloeistof;
- Cd-spindels (verkocht met cd's, niet bestemd voor opslag);
- Kleerhangers (verkocht met een kledingstuk);
- Luciferdoosjes;
- Steriele barrièresystemen (zakjes, schaaltes en materialen die nodig zijn om een product steriel te houden);
- Capsules voor dranksystemen (bijv. koffie, cacao, melk) die na gebruik leeg achterblijven;
- Navulbare stalen flessen voor diverse soorten gas, met uitzondering van brandblussers.

Geen verpakking

- Bloempotten die voor de hele levensduur van de plant zijn bedoeld;
- Gereedschapsdozen;
- Theezakjes;
- Waslagen om kaas;
- Velletjes rond worst;
- Kleerhangers (apart verkocht);
- Koffiecapsules voor dranksystemen, foliezakjes met koffie en koffiepads van filterpapier die samen met het gebruikte koffieproduct worden weggegooid;
- Printerpatronen;
- Cd-, dvd- en videodoosjes (verkocht met daarin een cd, een dvd of een video);
- Cd-spindels (verkocht zonder cd's, bestemd voor de opslag);
- Oplosbare zakken voor detergents;
- Graflichten (recipienten voor kaarsen);
- Mechanische molen (geïntegreerd in een navulbaar recipient, bijv. navulbare pepermolen).

Voorbeelden ter illustratie van criterium ii)

Verpakking, indien ontworpen en bedoeld om op het verkooppunt te worden gevuld :

- Draagtassen van papier of kunststof;
- Wegwerpborden en -bekers;
- Krimpfolie;
- Broodzakjes;
- Aluminiumfolie;
- Kunststoffolie ter bescherming van gereinigde kleren in wasserijen.

Geen verpakking :

- Roerstaafjes;
- Wegwerpbestek;
- Inpakpapier (apart verkocht);
- Papieren bakvormen voor grotere cakes en andere voedingsmiddelen (verkocht zonder inhoud);
- Papieren bakvormpjes voor muffins of andere kleine cakes, verkocht zonder inhoud.

Voorbeelden ter illustratie van criterium iii)

Verpakking :

- Labels die aan het product hangen of eraan bevestigd zijn.

Deel van de verpakking :

- Mascara borstel die deel uitmaakt van de dop van een mascarahouder;
- Kleefetiketten die op een ander verpakkingsartikel bevestigd zijn;
- Nietten;
- Kunststoffolie;
- Sluitdoppen van detergentenverpakkingen die als doseringsdop dienen;
- Mechanische molen (geïntegreerd in een niet-navulbaar recipiënt, gevuld met een product, bijv. pepermolen gevuld met peper).

Geen verpakking :

- Radiofrequentie-identificatielabels (RFID)".

Art. 3. § 1. Aan artikel 3 van voornoemd Samenwerkingsakkoord wordt een paragraaf 4 toegevoegd met de volgende tekst: " § 4. De Interregionale Verpakkingscommissie kan, door middel van een beslissing in de zin van artikel 7, § 2 of van artikel 10, § 3, uitzonderlijk en tijdelijk, een vrijstelling verlenen van de verplichtingen van één of meer verpakkingsverantwoordelijken overeenkomstig artikel 6, tweede en derde lid en van de verplichtingen van het erkende organisme overeenkomstig artikel 12, 2°, indien aan het geheel van de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° de vrijstelling wordt verleend voor plastic verpakkingen van pesticiden voor bedrijfsmatig landbouwkundig gebruik;
- 2° het verpakkingsafval waarvoor de vrijstelling wordt verleend, maakt het voorwerp uit van een specifieke selectieve inzameling en aangepaste verwerking, die volledig door de verpakkingsverantwoordelijke(n) wordt gefinancierd;
- 3° het verpakkingsafval waarvoor de vrijstelling wordt verleend, is vanuit technisch oogpunt recycleerbaar;
- 4° het verpakkingsafval waarvoor de vrijstelling wordt verleend, mag door een beslissing van de bevoegde Federale of Gewestelijke autoriteiten niet worden gerecycleerd;
- 5° de vrijstelling is verantwoord vanuit de bescherming van het leefmilieu en van de volksgezondheid.

De beslissing van de Interregionale Verpakkingscommissie in de zin van artikel 7, § 2 vervalt van rechtswege één jaar nadat niet meer voldaan wordt aan een van de voorwaarden beschreven in het eerste lid. De beslissing van de Interregionale Verpakkingscommissie in de zin van artikel 10, § 3 wordt door de Interregionale Verpakkingscommissie ingetrokken, met toepassing van het artikel 26, § 1, 4°, uiterlijk één jaar nadat niet meer voldaan wordt aan een van de voorwaarden beschreven in het eerste lid."

§ 2. Aan artikel 26 van voornoemd Samenwerkingsakkoord wordt een paragraaf 6 toegevoegd met de volgende tekst: " § 6. Het Beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie verleent de vrijstelling bedoeld in artikel 3, § 4."

Art. 4. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 juli 2015.

Brussel, 2 april 2015.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
G. BOURGEOIS

De Vlaamse minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,
Mevr. J. SCHAUVLIEGE

De minister-president van Wallonië,
P. MAGNETTE

De Waalse minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Transporten, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Brusselse minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,
Mevr. C. FREMAULT